

NOTE DE RECHERCHE

LA BELGIQUE VA-T-ELLE ÉCLATER ?

N° 2 : LA QUESTION NATIONALE
À TRAVERS LE MONDE

PAR MATHIEU PELLETIER

Candidat à la maîtrise en
sociologie à l'UQAM

OCTOBRE 2013

En partenariat avec

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 2

La révolution belge de 1830 et
la naissance du nationalisme flamand 2

Revendications linguistiques et réaménagement du régime 5

La bataille de Bruxelles 7

De l'impossible cohabitation vers l'improbable séparation? 8

INTRODUCTION

De temps à autre, la crise politique belge revient sur le devant de la scène internationale. Le pays semble ingouvernable et les rumeurs d'éclatement ne cessent jamais vraiment. On voit mal comment le pays pourrait éclater. Mais il semble que le pays peine à trouver des solutions pour sortir de la crise profonde qui l'amène à toujours transformer ses institutions. Ce faisant, il tente d'instaurer une cohabitation harmonieuse entre des peuples qui ne veulent manifestement pas vivre ensemble, mais qui ne savent pas comment se séparer.

À l'automne 2012, les indépendantistes flamands ouvrent le bal en emportant les élections municipales à Anvers. L'homme politique le plus populaire du pays, Bart de Wever, à la tête de la Nouvelle Alliance flamande (NVA), donne un nouveau souffle au nationalisme, et même à l'idée d'indépendance, en l'arrachant des mains de l'extrême

droite, qui se l'était arrogé depuis quelques décennies. Le pays lui-même a connu de nombreuses transformations institutionnelles durant ces mêmes décennies pour faire droit aux nombreuses revendications nationales qui s'y exprimaient.

La question de la Belgique s'inscrit aussi dans le vaste contexte de la

La question de la Belgique s'inscrit aussi dans le vaste contexte de la renaissance du nationalisme des petites nations en Europe. En Catalogne comme en Écosse, la question de l'indépendance devient de plus en plus brûlante.

renaissance du nationalisme des petites nations en Europe. En Catalogne comme en Écosse, la question de l'indépendance devient de plus en plus brûlante. Un référendum se tiendra probablement dans le premier cas, et à peu près certainement dans le second. Toutefois, pour bien comprendre la question belge, il faut revenir sur les origines du nationalisme flamand, qui sont très certainement l'élément déclencheur de la crise actuelle.

LA RÉVOLUTION BELGE DE 1830 ET LA NAISSANCE DU NATIONALISME FLAMAND

À la genèse du nationalisme flamand, on retrouve très tôt une forte préoccupation pour la préservation de la langue. Est-ce à dire que le natio-

nalisme flamand est un nationalisme purement linguistique? Pas tout à fait. Car si la préservation de la langue fait figure ici d'enjeu central dans l'articulation

du nationalisme flamand, on verra qu'il n'en est pas pour autant dénué de fondements culturels et historiques. La langue constitue la clé de voûte d'un nationalisme implicitement porté sur les liens subsistant entre langue, culture et société. Ces trois dimensions garantissent l'existence d'une nation, d'une identité nationale spécifique, ou plus précisément d'une conscience nationale.

En 1815, la chute de l'Empire napoléonien force les grandes puissances européennes à revoir les frontières du vieux continent. C'est l'épisode du congrès de Vienne qui se tient la même année. Les tractations qui y seront menées déboucheront sur la création d'un nouvel État : le Royaume-Uni des Pays-Bas. Composé des territoires de l'actuelle Belgique et des Pays-Bas, la création purement artificielle de cet État avait pour but avoué de former une zone tampon entre les grandes puissances européennes dans l'éventualité de nouveaux conflits. Ce nouvel État était aussi disposé de manière à prévenir toute nouvelle prétention hégémonique de la France en Europe. Ce qui devait arriver arriva : en raison de sa faible unité politique et religieuse, de même que de l'inadéquation initiale de ses parties, ce nouvel État ne tarda pas à se scinder¹.

Très rapidement, un certain mécontentement émana des provinces du sud et ce, pour différentes raisons. Mentionnons, entre autres, la sous-représentation du sud au Parlement ou encore les différents motifs fiscaux relatifs au support de la dette. Bref, une variété de griefs qui firent en sorte que lesdites provinces en vinrent à se soulever contre

Guillaume 1^{er}, monarque du Royaume-Uni des Pays-Bas. En 1830, sous la pression de la bourgeoisie libérale et du clergé catholique, tous deux liés aux intérêts des grands propriétaires terriens, le royaume se disloque et l'indépendance de la Belgique est proclamée.

La révolution belge est grandement inspirée des idéaux qui menèrent, quelques décennies plus tôt, à la Révolution française. On établit donc un régime de monarchie constitutionnelle garantissant les libertés politiques fondamentales, calqué sur le modèle de l'État-nation français. Autre fait majeur : un certain ressentiment causé par la défection des Pays-Bas lors de la révolution s'étant installé, la langue française devient rapidement la langue officielle de la Belgique indépendante. Elle est aussi la langue des élites économiques et politiques qui, concentrées dans les grandes villes, cherchent à protéger leurs acquis dans le nouvel État émergent. La Belgique s'est d'abord pensée en français.

L'unilinguisme français est donc conçu comme vecteur d'uniformisation culturelle, garant d'un certain unitarisme politique propre aux États-nations du XIX^e siècle. Tout naturellement, la langue française devient la seule langue reconnue par les tribunaux, par l'administration publique et dans l'éducation nationale, et ce, bien que 57 % de la population parle le flamand à l'époque². Aux balbutiements mêmes de la Belgique indépendante est établi de façon assez marquée, un clivage linguistique en bonne et due forme. Le pays officiel exprime bien mal sa diversité linguistique et nationale.

¹ Tétart, Frank. 2009. *Nationalismes régionaux : un défi pour l'Europe*. Bruxelles : De Boeck. p.82.

² *Ibid.*

Toutefois, le clivage intercommunautaire n'est en aucun cas purement linguistique. En effet, l'usage courant du flamand est largement associé aux couches sociales inférieures (ouvriers, paysans, commerçants) alors que l'élite, qu'elle soit wallonne ou flamande, est francisée. Ainsi, la Belgique unitaire

un certain ressentiment causé par la défection des Pays-Bas lors de la révolution s'étant installé, la langue française devient rapidement la langue officielle de la Belgique indépendante.

a beau constituer un État où le choix d'une langue est théoriquement libre, on comprendra qu'en pratique, il en est tout autrement. En plus d'être dévaluée implicitement par un certain déficit de capital culturel, la langue flamande est dénuée de standards officiels, ce qui rend son institutionnalisation on ne peut plus difficile.

Parallèlement à cela, les premières décennies de la Belgique nouvellement fondée amènent avec elles la francisation de la fonction publique, qui devient une importante source de frustration en territoire flamand. Cette frustration s'accompagne d'un sentiment d'infériorité économique, étant donnée la prospérité de la Wallonie, attribuable à son industrie métallurgique et à ses mines de charbon. En somme, ce sont différents éléments contextuels qui feront en sorte qu'un mouvement flamand réclamant un statut égal entre les deux langues émergera graduellement.

Dans cette optique, à partir de 1860, les tenants du mouvement flamand

en viennent à valoriser l'usage d'un flamand standardisé, commun aux différents dialectes existants. Ce faisant, dans son combat pour la reconnaissance, le mouvement flamand provoque la transformation d'une identité linguistique naissante en une identité politique³. La langue flamande fonde désormais des

revendications collectives et politiques. Ce faisant, elle devient conséquemment le symbole d'un

mouvement national, cherchant à consolider l'identité flamande et à politiser ses acquis au sein de l'État belge.

Rapidement, en réaction aux revendications nationalistes du mouvement flamand, se crée un mouvement wallon en opposition à ce dernier. Se réclamant d'une forme de contre-nationalisme, il revendique pour sa part le maintien et la pérennité d'une Belgique francophone et unitaire. Le nationalisme wallon prend ainsi la forme d'un « supranationalisme belge ». Ainsi, ces deux nationalismes se développent en parallèle. Ils redéfinissent les symboles belges pour fonder leurs revendications distinctes. Chacun invente sa définition de la Belgique pour la rendre compatible avec ses aspirations nationales.

De part et d'autre, des éléments de mythologie historique sont choisis pour galvaniser les troupes. Du côté flamand, on évoque la tradition d'un combat pour la liberté contre les puissances étrangères, en citant notamment la bataille des éperons d'or de 1302

³ Sinardet, Dave. 2006. *Territorialité et identités linguistiques en Belgique*. Paris : Hermès. p.142

où les ancêtres auraient mis à genou la « France impérialiste »⁴. Du côté wallon, on réfère généralement à la révolution

belge, considérant que c'était surtout du sang wallon qui aurait coulé durant les hostilités.

REVENDEICATIONS LINGUISTIQUES ET RÉAMÉNAGEMENT DU RÉGIME

A partir de 1873, une série de lois linguistiques prennent en compte les griefs de la nation flamande. L'utilisation du flamand est normalisée dans l'espace public, notamment dans le domaine de la justice et de l'administration publique. En 1898, le flamand devient la seconde langue officielle du royaume conjointement avec le français. Malgré tout, ces nouvelles mesures ne parviennent pas à enrayer la francisation croissante de la société. C'est pourquoi le mouvement flamand s'attaque à la question de l'éducation en tâchant de « néerlandiser » le plus possible le système d'enseignement.

Face aux revendications linguistiques des Flamands, deux options s'offraient à l'État belge. La première était d'adopter le régime linguistique du bilinguisme. Cette option serait allée dans le sens du libre-choix individuel, là où la langue dans laquelle serait éduqué l'enfant ou dans laquelle serait servi le citoyen dans l'administration serait celle de son choix. L'avantage principal de cette option était probablement d'éviter de produire des orphelins linguistiques, lesquels auraient subi l'unilinguisme de l'autre langue. La seconde option était

la territorialisation de la langue, soit d'imposer deux régimes unilingues : un en Flandre et l'autre en Wallonie. La réflexion était la suivante : d'un côté, le bilinguisme généralisé favoriserait la minorité flamande en Wallonie et la minorité wallonne en Flandre, tandis que de l'autre, la territorialité favoriserait les deux majorités en renforçant leur consolidation réciproque.

De 1883 à 1932, après quatre décennies de tractations politiques, les Flamands parviennent à imposer l'unilinguisme de l'école primaire à l'université⁵. Ainsi, en formant des universitaires flamands dans leur langue maternelle, les Flamands investissent graduellement la fonction publique tout en rehaussant *de facto* le statut de leur langue. On encourage donc l'ascension sociale des Flamands, tout en atténuant grandement leur sentiment d'infériorité économique. Malgré cela, au début de cette période, le bilinguisme individuel monte en flèche jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Dès 1930, le principe de territorialité politique commence à porter à conséquence. En effet, la Belgique se divise en deux zones unilingues, là où Bruxelles,

⁴ *Ibid.*

⁵ Tétart, Frank. 2009. *Nationalismes régionaux : un défi pour l'Europe*. Bruxelles : De Boeck. p.84

sa capitale, demeure cependant bilingue. Ainsi, le sentiment national parvient tant bien que mal à se consolider en Flandre. Durant cette période, la Flandre rattrape son retard économique par rapport à la Wallonie. En effet, la Région flamande se modernise, là où l'économie wallonne décline, son industrie lourde devenant graduellement vétuste jusqu'à entrer en crise durant les années 1970. Résultat : le niveau de vie des Flamands augmente substantiellement, allant jusqu'à dépasser significativement celui des Wallons.

Le rapport de force se renverse en

La réforme perpétuelle de la Belgique et l'autonomie politique concédée à ses différents composants deviennent la trame de fond de la politique belge. Un fédéralisme qui divise l'État belge en trois communautés propres disposant de leur territoire, soit la Flandre, la Wallonie et la Communauté germanophone de l'est du pays.

Belgique, et la Flandre, désormais, est en position de faire valoir plus clairement ses intérêts. Le nationalisme linguistique d'hier devient aussi un nationalisme économique. Bref, l'affirmation identitaire des Flamands a le vent dans les voiles. Encore aujourd'hui, le succès économique de la Flandre renforce la crédibilité du discours autonomiste. En 1963, on modifie quelque peu les frontières linguistiques à la demande de la Flandre. Cette dernière en ressort gagnante : elle élargit sa mainmise linguistique sur certaines communes au pourtour de son territoire. Néanmoins, cela ne se fait pas sans heurts : dans certaines régions, cet

événement radicalise les tensions entre Wallons et Flamands.

Graduellement, la Belgique en vient à se fédéraliser après une série de réformes constitutionnelles menées entre 1970 et 2001. La réforme perpétuelle de la Belgique et l'autonomie politique concédée à ses différents composants deviennent la trame de fond de la politique belge. Un fédéralisme qui divise l'État belge en trois communautés propres disposant de leur territoire, soit la Flandre, la Wallonie et la Communauté germanophone de l'est du pays. Chacune des trois entités fédérées dispose d'une assemblée souveraine et d'un gouvernement. L'État fédéral conserve les compétences en matière de justice, d'affaires étrangères, de

défense, de finances, de sécurité sociale et de dette publique.

Il est à noter que la décentralisation de la Belgique n'est pas uniquement l'apanage des nationalistes flamands. En effet, tant du côté des Wallons que des Flamands, on souhaitait cette décentralisation afin d'obtenir certaines compétences spécifiques, essentiellement dans le domaine économique, qui auparavant étaient du ressort de l'État central. La Wallonie elle-même, en quelque sorte, commence à réfléchir à ses propres intérêts, qu'elle ne définit plus exclusivement comme un « nationalisme belge ».

LA BATAILLE DE BRUXELLES

Pour des raisons évidentes, la ville de Bruxelles constitue un objet perpétuel de discordance entre les deux nations. D'un côté, les Flamands la considèrent comme étant leur seule et unique capitale, bien que le passage du temps eût fait en sorte qu'elle s'est très largement francisée⁶. De l'autre, les Wallons considèrent qu'elle se situe à l'intérieur de leur espace linguistique, bien qu'elle jouisse politiquement d'un statut à part. Finalement, l'essentiel du contentieux réside dans le sort des minorités francophones résidant en périphérie de la capitale.

L'enjeu de la capitale se radicalise dans le cas de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde, arrondissement bilingue majoritairement francophone dont le découpage fait en sorte qu'il se situe à cheval entre deux régions linguistiques. De toute évidence, la Flandre y voit une atteinte à sa souveraineté territoriale. Du côté de la Wallonie et des communautés francophones, on entrevoit dans la scission de l'arrondissement selon les frontières territoriales une prémisse de base à la création des frontières d'État, facilitant dans un avenir proche la séparation.

Qui plus est, bien que situés en Flandre provinciale, les francophones de certains arrondissements périphériques (on les appelle communes à facilités

linguistiques), dont celui de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, jouissent de certains arrangements supplémentaires comme minorités linguistiques. Ces communes sont donc officiellement bilingues, contrairement au reste du pays.

Or, du côté flamand, on estime que ces zones constituent une violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Flandre. D'un tel point de vue, ces espaces situés en bordure de la Flandre amènent une francisation accrue des limites territoriales flamandes. Elles posent aussi, en grande partie, la question de l'intégrité du territoire flamand en cas de sécession, étant donné que ces zones limitrophes sont majoritairement francophones et peu enclines à accepter de se laisser absorber par un État flamand indépendant.

En somme, le grand paradoxe de la bataille de Bruxelles, c'est que la capitale constitue, autant du côté wallon que du côté flamand, un objet de convoitise et que cette fixation se trouve à garantir, pour l'instant, l'unité de la Belgique.

C'est pourquoi la Flandre souhaite la scission de ces espaces pour endiguer la francisation encourue aux limites de son territoire au nom du droit de sol et de sa souveraineté, là où les francophones souhaitent se maintenir au nom du droit international des minorités. Ce sont deux conceptions du droit qui s'affrontent. Quoi qu'il en soit, à travers la question des minorités, on peut très certainement

⁶ Les francophones forment environ 70 % de la population bruxelloise.

voir, plus ou moins directement, l'angle mort de la politique de territorialité et d'unilinguisme.

En somme, le grand paradoxe de la bataille de Bruxelles, c'est que la capitale constitue, autant du côté wallon que du côté flamand, un objet de convoitise et que cette fixation se trouve à garantir, pour l'instant, l'unité de la Belgique.

DE L'IMPOSSIBLE COHABITATION VERS L'IMPROBABLE SÉPARATION?

Nous aurons tenté, dans cette brève étude, de rappeler les origines et les grands paramètres de la crise de l'État belge. Les tenants de ce dernier, de différentes façons, continuent d'alimenter la conscience nationale flamande dans une Belgique fédérale qui paraît, de nos jours, unie de plus en plus artificiellement, envers et contre tous. Nous aurons vu, en outre, comment le nationalisme s'est développé face à l'unitarisme initial de l'État belge, dont les élites avaient pour souci principal de fondre les peuples en un, en remplaçant dialectes et patois, tant wallons que flamands, par le français.

Les griefs de la Flandre, d'abord linguistiques, auront mené à l'élaboration d'un nationalisme en bonne et due forme, qui eut graduellement trouvé, par différents moyens, les modalités politiques de sa survivance. En valorisant un flamand standard, les élites nationalistes de la Flandre auront su unir un

Pourquoi? D'un, parce qu'aucune des deux nations ne peut quitter Bruxelles sans porter atteinte à sa prospérité économique. De deux, tantôt pour des raisons historiques pour les Flamands, tantôt pour des raisons démographiques chez les Wallons, aucun des deux protagonistes ne veut se délester de la question bruxelloise.

peuple divisé par différents patois. Elles auront compris que le combat pour une éducation nationale en était un de première importance pour pérenniser la lutte. En obtenant la territorialisation de la langue, la Flandre a pu consolider son unité territoriale et linguistique, tout comme elle a su se développer véritablement comme une société distincte, tant par son histoire que sa culture.

Après plusieurs décennies de patience, l'éducation supérieure flamande porte ses fruits en engendrant une élite nouvelle éduquée dans sa langue maternelle, qui investira l'administration publique et le domaine des affaires. Cette dynamique ne saurait être totalement étrangère au fait que, durant la première partie du XX^e siècle, l'économie flamande a supplanté l'économie wallonne, de telle sorte qu'encore aujourd'hui, la Flandre constitue le moteur économique de la fédération belge.

D'ailleurs, au moment où la Flandre mène à bien son entreprise de rattrapage économique, la Belgique unitaire d'antan ne tarde pas à se muter en fédération, et ce, dès le début des années soixante.

Les griefs de la Flandre, d'abord linguistiques, auront mené à l'élaboration d'un nationalisme en bonne et due forme, qui eut graduellement trouvé, par différents moyens, les modalités politiques de sa survivance.

Ce faisant, la Flandre est désormais dotée d'une assemblée, et d'un gouvernement souverain dans ses champs de compétences. Désormais, la route est pavée vers une autonomie accrue pour la nation flamande. Est-ce à dire qu'elle est probable? Plus encore, est-ce à dire qu'elle est souhaitable?

Autant de questions auxquelles on peut trouver quelques prémisses de réponses dans ce que nous avons appelé la bataille de Bruxelles. En effet, la capitale de la Belgique, bilingue en théorie, mais majoritairement francophone dans les faits, semble constituer le siège des enjeux identitaires, l'objet par excellence des tractations politiques entre Wallons et Flamands. Elle prend part à un découpage territorial alambiqué, là où certaines communes périphériques jouissent d'un statut bilingue.

Pour des raisons historiques, démographiques et économiques, Wallons et Flamands semblent désormais engagés

depuis trop longtemps dans la bataille de Bruxelles pour y renoncer en cas de séparation. C'est là l'essentiel du paradoxe de la capitale, Flamands et Wallons clament leur mainmise sur cette

dernière, mais elle est devenue, au fil des ans, le siège de leur union à jamais indésirée. Rejeton d'une union forcée,

rejeton, pour tout dire, d'une désunion, Bruxelles a tout de l'enfant terrible qui ne cessera jamais de rappeler la triste vérité d'un schisme improbable, tout autant que la réalité d'une cohabitation jamais totalement assumée.

Une chose est sûre : la question nationale flamande ne cessera pas de se poser, telle une problématique centrale de notre époque, car les nations continuent de vouloir agir sur la scène de l'histoire. Elles cherchent une manière de s'affirmer, et l'État-nation lui-même, s'il se transforme, n'en demeure pas moins pour plusieurs l'horizon indépassable de la démocratie. La démocratie peut-elle vraiment, comme certains le souhaitent, se débarrasser du référent national, ou ne doit-elle pas trouver de nouvelles manières de nouer des liens intimes avec lui?

Cette question demeure celle de bien des sociétés. Il se pourrait qu'elle devienne celle de toutes les sociétés.

La série « La question nationale à travers le monde »

Les Québécois sont-ils les seuls, à travers le monde, à se poser la question de leur destin comme nation? Sont-ils les seuls à se demander s'ils doivent devenir un pays ? Sont-ils les seuls à s'inquiéter pour l'avenir de leur langue et de leur identité?

On a de temps en temps l'impression que le Québec fait bande à part dans le monde contemporain. Pourtant, un peu partout à travers le monde, on se pose ou on s'est posé de semblables questions.

Dans la série « La question nationale à travers le monde », l'Institut de recherche sur le Québec et le *Journal de Montréal* proposent un voyage à travers le monde pour mieux se comprendre.

Présentation de l'IRQ

Fondé en 2002, l'Institut de recherche sur le Québec (IRQ) a pour mission de susciter, de soutenir et de diffuser des recherches et des textes d'opinion sur des sujets touchant le développement du Québec, la défense de ses intérêts vitaux et de l'identité qu'ils traduisent.

Lieu d'échanges, de concertation et de débats entre les groupes et les individus qui réfléchissent et agissent pour bâtir le Québec, l'IRQ se situe au carrefour de l'observation et de l'action.



2207, rue Fullum
Montréal (Québec) H2K 3P1
Téléphone : 514 527-6223

www.irq.qc.ca